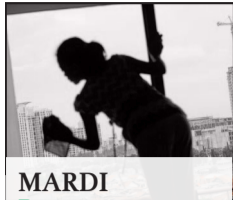




LUNDI
ENQUÊTE.
LA PRÉCARITÉ
MENACE LA MOBILITÉ



MARDI
BELGIQUE
LA CRAINTE DE LA
FRAUDE SOCIALE



MERCREDI
ALLEMAGNE
PALLIER AU MANQUE
DE MAIN D'ŒUVRE



JEUDI
POLOGNE
RETOUR GAGNANT
POUR LES EXPATS



AUJOURD'HUI
ITALIE
LA FUITTE DES JEUNES
«CERVEAUX»

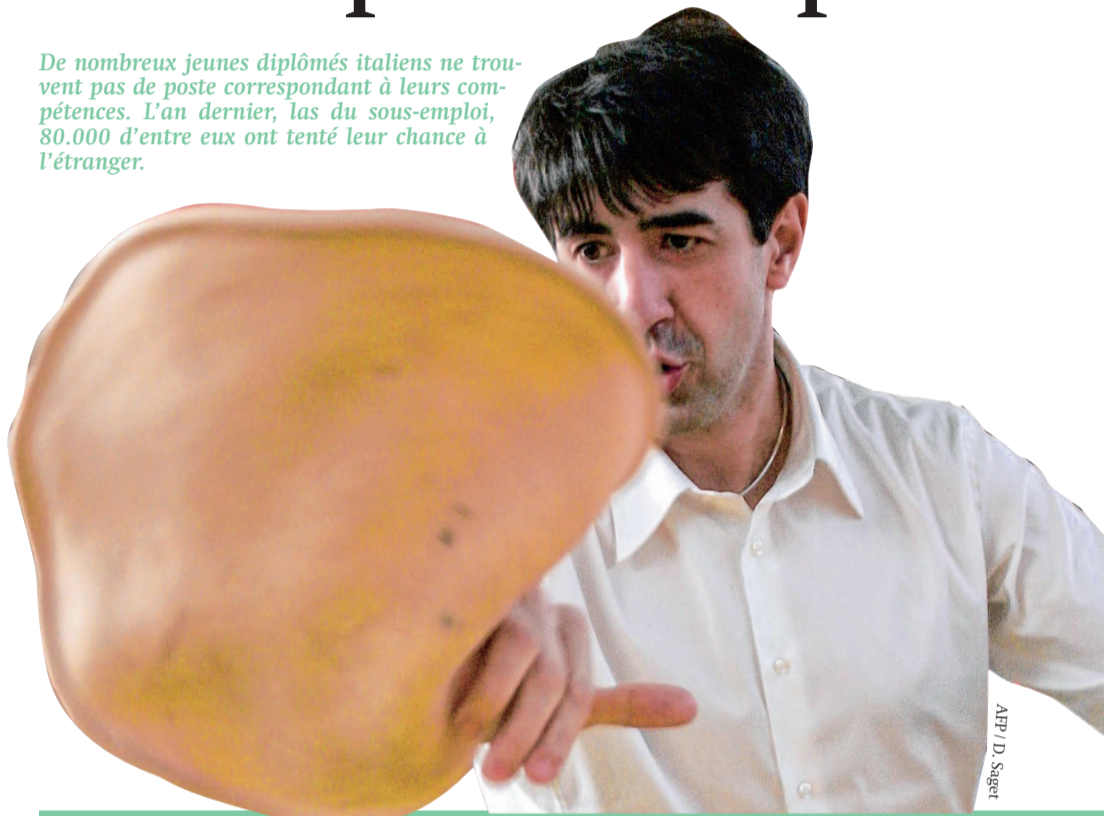
CONTEXTE

La mobilité des travailleurs fait débat. On y voit parfois une solution pour endiguer le chômage des pays du sud et de l'est de l'UE, alors que ceux du nord manquent de main-d'œuvre. Vu ainsi, tout le monde y trouve son compte. Mais des effets pervers existent. Tout au long de la semaine, Metro se penche sur la question. Une série d'articles à retrouver sur www.metroclub.be

MOBILITÉ DES TRAVAILLEURS DANS L'UE (5/5) :

L'Italie perd ses diplômés

De nombreux jeunes diplômés italiens ne trouvent pas de poste correspondant à leurs compétences. L'an dernier, las du sous-emploi, 80.000 d'entre eux ont tenté leur chance à l'étranger.



L'Italie peine à intégrer ses jeunes sur le marché du travail. Beaucoup ne cherchent même plus à y trouver un emploi, et tentent leur chance à l'étranger. Pour leur bien, mais au détriment d'une économie déjà moribonde.

L'Italie ne séduit plus ses jeunes. 2012 l'a encore confirmé: le nombre de personnes quittant le pays a augmenté de 30%, avec près de 80.000 expatriations supplémentaires. Deux émigrants sur trois ont mis le cap sur un autre pays européen. La nouvelle pourrait réjouir les partisans d'une UE où les travailleurs s'installent là où ils trouvent un emploi, au nom du droit à la mobilité. Le problème, c'est que les jeunes Italiens semblent plus désabusés que «mobiles». «Le marché du travail en Italie est très conservateur», explique Eleonora Voltolina, du mouvement de lutte contre la précarité 'République des stagiaires'. «Il ne laisse pas de place au talent ou au mérite. Les jeunes diplômés, s'ils ne sont pas pistonnés, doivent se contenter de stages ou de contrats temporaires.»

Dario Dall'Oste, désormais directeur commercial d'une société luxembourgeoise, ne dit pas autre chose. «J'ai envoyé de nombreux CV en Italie. Je suis diplômé en droit et titulaire d'un MBA, délivré par une école de commerce italienne en collaboration avec une université américaine. Mais ce n'était pas perçu comme un atout. On m'a même reproché d'être trop qualifié. Fatigué de ces recherches, j'ai postulé à l'étranger. Je travaille désormais à Luxembourg, où je gère une équipe active à l'international.» Une si rapide progression n'avait rien d'évident en Italie, où le diplôme ne joue plus son rôle de garant sur le marché de l'emploi. Seuls 67,5% des diplômés de l'en-

seignement supérieur travaillent, contre 72,1% des titulaires de diplômés intermédiaires.

MENACE POUR L'ÉCONOMIE

Longtemps, l'Italie a nié ce risque de fuite des cerveaux. Mais les 316.000 diplômés qui ont quitté le pays au cours des dix dernières années ont eu raison des dénégations des partenaires sociaux. «Nos entreprises ont des difficultés de recrutement, notamment pour employer des ingénieurs, des designers industriels, des techniciens hautement qualifiés», reconnaît Ivan Lo Bello, de la Confindustria. Plus de 65.000 postes seraient à pourvoir, estime l'organisation patronale. Au-delà de ces besoins de recrutement à court terme, c'est l'ensemble de l'économie italienne qui est pénalisée par ces départs. «Il y a un lien très clair entre le pourcentage de diplômés actifs sur le marché du travail et la croissance économique», rappelle le politologue Giuseppe Santoliquido. Au cours des dix dernières années, l'économie italienne a perdu des parts de marché à l'exportation. Cette chute a entraîné avec elle le niveau de vie des Italiens (voir tableau ci-contre). Les causes sont bien sûr multiples, mais la fuite des cerveaux explique, en partie, l'incapacité des entreprises à rester compétitives.

SOUPE DE SÉCURITÉ

L'arrivée du nouveau Premier ministre, Enrico Letta, pourrait faire bouger les lignes. En juin, il s'est excusé auprès des

jeunes «contraints d'émigrer». Une première. Mais ces jeunes attendent des actes plutôt que de la compassion.

Son premier chantier sera de prolonger le dispositif anti-exode, juge Eleonora Voltolina. Ce dispositif offre une exonération d'impôt aux diplômés qui reviennent en Italie après deux ans d'expatriation. D'autres mesures (réforme de l'apprentissage, du service d'aide à l'emploi...), sont en cours de discussion. Mais il faudra aller plus loin. La 'République des stagiaires' milite pour une véritable méritocratie, où les compétences des diplômés seraient pleinement reconnues. La Cgil, le principal syndicat, plaide en faveur d'incitants financiers pour les employeurs qui engagent des jeunes avec des contrats de longue durée. «L'objectif global est de changer la structure du marché du travail. Les jeunes doivent pouvoir trouver des emplois décents, afin d'apporter des idées nouvelles», insiste la syndicaliste Ornella Cilona. «C'est comme cela que les entreprises pourront développer les technologies de l'avenir, celles qui permettront de réindustrialiser le pays et créer des emplois.» Sans ces emplois, la mobilité pourra encore servir de soupape de sécurité face à une jeunesse exaspérée. Mais à trop utiliser cette solution, l'Italie continuera de perdre chaque année un peu de son énergie créatrice, pourtant vitale pour ses entreprises.

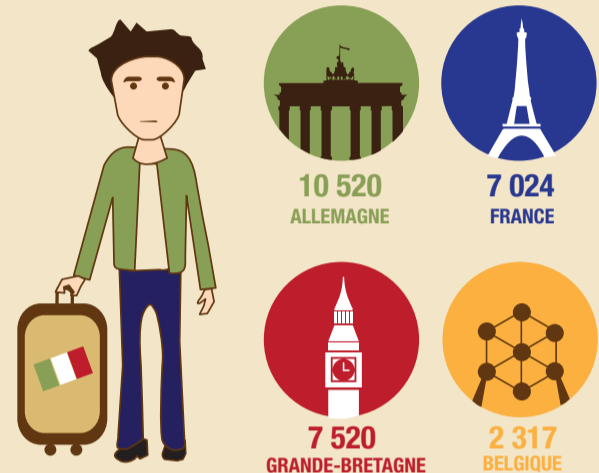
À Rome,
Camille Goret

Avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles

Fonds pour le journalisme

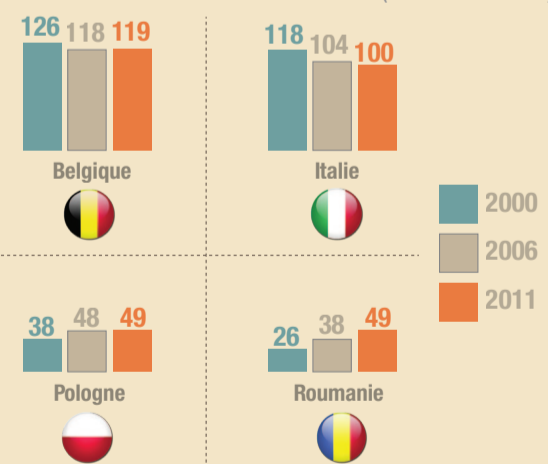
80.000 départs en 2012

Les principales destinations sont des pays de l'UE (62,4%), certainement pour des raisons de proximité géographique et de facilité administratives. Viennent ensuite l'Amérique du nord, puis l'Amérique latine. La plupart Italiens quittant le pays sont originaire du nord de l'Italie.



Source : Aire

Progression du niveau de vie (UE = 100)



Source : ONSS

Les chercheurs au nord, les travailleurs au sud

L'UE court-elle un risque de redistribution sociologique, avec des travailleurs diplômés, innovants, et plutôt bien rémunérés dans les pays du nord, et des ouvriers exécutant les consignes qu'on leur donne dans les pays du sud? Pour le politologue Giuseppe Santoliquido, «ce risque est réel». Les possibilités de mobilités, offertes aux travailleurs les plus diplômés pourraient même aggraver le phénomène. La fondation Robert Schuman met ainsi en garde. «En favorisant la mobilité de la frange la plus privilégiée de la population, on risque d'accroître les inégalités entre les régions», analyse-t-elle. Seule solution à ces yeux, les politiques en faveur de l'emploi et de la mobilité doivent toucher «toutes les catégories de travailleurs». Une façon de dire que les bonnes conditions de mobilité offertes aux diplômés doivent l'être à tous. ■